COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU JEUDI 27 MAI 2021
DU CONSEIL MUNICIPAL DE SOULIGNE-SOUS-BALLON

Date de convocation :
20 mai 2021

Date d'affichage :
21 mai 2021

Nombre de conseillers :
En exercice : 15
Présents : 10
Votants : 13

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept mai, à dix-neuf heures, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la Salle des Fêtes en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur David CHOLLET.

Etaient présents : Mmes GRATEDOUX Chantal, MILITON Audrey, MORTIER Nathalie, MM. CHOLLET David, GUELFF Cyrille, LAUNAY Vincent, LETAY Francis, POMMIER Olivier, TORTEVOIS Fabien et TOUZARD Michel.

Absents excusés : Madame GOURMEL Aurélie qui donne pouvoir à Madame MILITON Audrey ; Madame RENAULT Christelle ; Madame CABARET Nelly qui donne pouvoir à Monsieur GUELFF Cyrille ; Madame POIRIER Véronique qui donne pouvoir à Madame MORTIER Nathalie.

Absent : Monsieur GUITTET Fabien.

Secrétaire de séance : Madame MORTIER Nathalie.

Ordre du jour de la séance :

1-COMPTE-RENDU DU TRAVAIL DU CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS PAR DES JEUNES ELUS.

2-URBANISME : -Examen des déclarations d'intention d'aliéner.

-Examen d'une demande d'acquisition de bande de terre en bordure du lotissement DU MESNIL.

-Convention relative à l'implantation d'un poste de transformation électrique Chemin de l'Aunay.

3-INONDATIONS 2018 : TRAVAUX DE DEMOLITION : DESIGNATION DES ENTREPRISES.

4-CRISE SANITAIRE : POINT SUR LES REOUVERTURES PROGRESSIVES.

5-ACTIVITES PERISCOLAIRES (Cantine, accueil, bibliothèque), ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 :

-Restitution travail commission fonctionnement cantine.

-Bilans partiels.

6-ACTIVITES PERISCOLAIRES (Cantine, accueil, bibliothèque), ANNEE SCOLAIRE 2021-2022 :

- Organisation des services
- Détermination des tarifs de ces services
- Modalités d'inscription à ces services : Dossier Unique d'Inscription (DUI).

7-POINT SUR L'ORGANISATION DES ELECTIONS DEPARTEMENTALES ET REGIONALES.

8-AVANCEMENT DES TRAVAUX ET PROJETS.

9-COMPTES RENDUS DE REUNIONS.

10-QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES.

1) OBJET : COMPTE-RENDU DU TRAVAIL DU CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS PAR DES JEUNES ELUS :

Les jeunes élus de la classe de CM2 élus au Conseil municipal des enfants sont accueillis. Ils seront l'année prochaine en 6ème et Monsieur le Maire précise qu'il souhaitait qu'ils puissent venir au-moins une fois présenter leur travail en Conseil municipal.

Chaque jeune élu commence par se présenter.

Ils sont ensuite invités à effectuer un compte-rendu de leur travail. Ils expliquent qu'ils ont fait des choix dans leurs projets et ont effectué un classement temporel des projets retenus :

-A court terme : *projet de distributeurs de sacs à crottes, implantés à 3 endroits de la Commune : salle des fêtes, Allée du Château et Mairie.

*Sortie ramassage des déchets, le 3 juillet 2021. Sollicitation des MIL...PAT'S pour cette sortie. Cette dernière va être proposée aux élèves de primaire. Une des questions était de savoir si elle avait lieu avec ou sans parents. Pique-nique à la fin si autorisé.

-Fin d'année : Cinéma en plein air. Les enfants proposent qu'elle ait éventuellement lieu à la fin de la journée citoyenne au lieu de la fin de l'année. La journée citoyenne est prévue le 2 octobre 2021. Il est précisé que la commission travaille sur ce sujet et qu'il faudra voir si cela est réalisable en fonction du coût et des moyens techniques à mettre en place.

-Projet à plus long terme : Projet de pump track. C'est moins dangereux que le skate-park. Il s'agit d'une piste qui peut être parcourue à vélos, à pieds, en trottinettes, en rollers, en skates... Monsieur le Maire dit aux jeunes élus qu'il va falloir transmettre cette idée aux élus jeunes suivants pour que le projet avance et précise que ce projet va demander du travail. Il faudra aller en voir...

Les jeunes élus indiquent qu'ils ont également travaillé sur un règlement cantine et qu'ils ont proposé 2 menus à la commission fonctionnement du restaurant scolaire, à savoir un menu mexicain et un menu kebab.

Monsieur le Maire invite les élus à passer voir les jeunes élus lors d'une session de travail.

Les jeunes élus sont libérés à 19H40.

2) OBJET : URBANISME :

1-Examen des déclarations d'intention d'aliéner.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 2 décembre 2005, il a été instauré un droit de préemption urbain communal sur les zones U et NA.

De plus, suite à la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il explique au Conseil municipal que le périmètre du droit de préemption urbain communal a été modifié par une délibération en date du 8 novembre 2006.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la Commune a été destinataire de trois demandes de déclarations d'intention d'aliéner. La première concerne des immeubles, sis 10Bis Chemin de l'Aunay à SOULIGNE-SOUS-BALLON. Il précise que la parcelle, cadastrée A n°1077, sis Le Grand Pré de l'Etang à SOULIGNE-SOUS-BALLON n'est pas située dans le périmètre du droit de préemption urbain communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-de ne pas exercer son droit de préemption urbain communal sur l'immeuble, cadastré A n°794, sis 10Bis Chemin de l'Aunay à SOULIGNE-SOUS-BALLON, d'une superficie de 2 150 m², objet de la présente consultation.

-de mandater Monsieur le Maire pour passer et signer tous les actes relatifs à cette décision ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

La deuxième demande a trait à un immeuble, sis 71 Grande Rue à SOULIGNE-SOUS-BALLON.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-de ne pas exercer son droit de préemption urbain communal sur l'immeuble, cadastré A n°1546 (ex A n°1544), sis 71 Grande Rue à SOULIGNE-SOUS-BALLON, d'une superficie de 1 054 m², objet de la présente consultation.

-de mandater Monsieur le Maire pour passer et signer tous les actes relatifs à cette décision ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

La troisième et dernière demande est relative à un immeuble, sis 14 Rue des Champs à SOULIGNE-SOUS-BALLON.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-de ne pas exercer son droit de préemption urbain communal sur l'immeuble, cadastré A n°1305, sis respectivement 14 Rue des Champs à SOULIGNE-SOUS-BALLON, d'une superficie de 637 m², objet de la présente consultation.

-de mandater Monsieur le Maire pour passer et signer tous les actes relatifs à cette décision ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

2-Examen d'une demande d'acquisition de bande de terre en bordure du lotissement DU MESNIL.

Monsieur le Maire commence par localiser le secteur concerné sur un plan.

Madame MORTIER Nathalie, intéressée par ce point de l'ordre du jour, ne prend pas part au débat, ni au vote.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que Monsieur MORTIER, propriétaire d'un terrain au niveau du lotissement DU MESNIL souhaite acquérir une partie (environ 45-50 m²) d'une petite bande de terre communale afin d'aligner sa parcelle. Il précise qu'il a rencontré Monsieur MORTIER sur site à ce sujet. Après réflexion, ce dernier a adressé un courrier à la Commune. Monsieur le Maire donne lecture du courrier reçu.

La bande de terre que Monsieur MORTIER souhaite acquérir est située sur la parcelle communale, cadastrée ZR n°20. Elle ne fait pas partie du domaine public. Monsieur le Maire localise précisément la bande de terre concernée par la demande. Il invite le Conseil municipal à s'exprimer sur cette demande.

Monsieur LAUNAY fait observer que cette bande de terre aurait pu être intégrée par le lotisseur dans le périmètre du lotissement DU MESNIL. Monsieur le Maire lui rappelle qu'il s'agit d'une parcelle communale et qu'à l'époque, une haie existait et des points d'apports volontaires étaient implantés sur la bande de terre concernée.

Monsieur le Maire indique que ce sujet a été évoqué en réunion de Maire, Adjoints et Conseillers délégués et que tous étaient favorables à la vente. Par contre, il faut faire attention au prix de vente qui va créer un précédent pour d'autres demandes à venir. Un tableau des prix pratiqués sur la Commune est présenté au Conseil municipal.

Monsieur TOUZARD demande le pourquoi de cette demande. Monsieur LAUNAY dit qu'il s'agit d'un réalignement et probablement du fait de pouvoir maîtriser l'entretien de cette petite bande de terre.

Au vue des tarifs pratiqués sur la Commune, Monsieur le Maire propose un prix de vente de 10€ le m². Monsieur LAUNAY fait remarquer que ce prix peut sembler élevé mais que cette surface aurait coûté plus chère si elle avait été intégrée dans le périmètre du lotissement dès le début. En effet, dans ce cas, le prix d'achat du terrain aurait été un peu plus élevé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

-se déclare favorable à la vente d'environ 45 à 50 m² de la parcelle communale, cadastrée ZR n°20, à Monsieur MORTIER Melvin.

-décide de fixer le prix à 10€ le m².

-décide que si Monsieur MORTIER accepte ce prix de vente de 10€ du m², il devra, en outre, supporter l'intégralité des frais de bornage et d'acte notarié relatifs à l'acquisition de 45-50 m² de la bande de terre communale, cadastrée ZR n°20.

-décide que Monsieur MORTIER Melvin pourra choisir le géomètre et le notaire chargé d'établir l'acte notarié.

-décide de mandater Monsieur le Maire à passer et signer tous les actes relatifs à ces décisions ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

3-Convention relative à l'implantation d'un poste de transformation électrique Chemin de l'Aunay.

Monsieur le Maire explique que le Conseil départemental de la Sarthe doit exécuter des travaux de renforcement du réseau électrique Rue des Champs. Un des espaces verts de ce lotissement, terrain communal, cadastrés A n°1261 et A n°1263, est concerné par ces travaux.

Dans le cadre de ces travaux, l'actuel poste de transformation électrique doit être enlevé et remplacé par un poste de plus grande capacité.

Pour que ces travaux puissent avoir lieu, il faut que la Commune soit d'accord pour le lieu d'implantation du nouveau poste de transformation et autorise le passage des câbles et des entreprises sur ces parcelles.

Monsieur le Maire projette les plans afin de situer l'emplacement du projet, le lieu d'implantation du poste et l'insertion de ce dernier sur les terrains mentionnés précédemment.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-s'il est d'accord de mettre à disposition du Conseil départemental de la Sarthe, à titre gratuit, un terrain de 3,5 m * 4m, cadastré A n°1261, pour l'implantation d'un nouveau poste de transformation électrique et pour le passage de câbles.

-d'approuver la convention de passage telle qu'annexée à la présente délibération.

-de mandater Monsieur le Maire ou le troisième Adjoint en charge de la voirie à passer et signer tous les actes relatifs à ces décisions ou tout acte en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

3) OBJET : INONDATIONS 2019 : TRAVAUX DE DEMOLITION : DESIGNATION DES ENTREPRISES :

Monsieur le Maire localise sur une carte les 3 immeubles à démolir pour rappel.

Lors de la dernière réunion de Conseil municipal, il avait été précisé qu'une consultation avait été lancée concernant les travaux de démolitions des 3 biens. Les entreprises avaient jusqu'au 7 mai 2021 pour répondre. Seules 2 ont répondu pour le lot n°1, à savoir le lot démolition, dans le délai imparti. Aucune offre n'a été reçue pour les lots 2-maçonnerie et 3-Couverture. Les offres ont été regardées en commission le lundi 10 mai 2021.

Une nouvelle entreprise de maçonnerie a été consultée et a adressé son devis.

Avant de poursuivre, Monsieur le Maire rappelle que :

- le Conseil municipal lui a délégué le pouvoir de préparer, passer et exécuter des marchés dans la limite de 50 000€ HT, avenant compris.

- les crédits budgétaires inscrits au budget 2021 pour les travaux de déconnexion réseaux, démolition et achat de barrières s'élevaient à 129 000€ TTC.

- Le montant estimé de l'ensemble des travaux de démolition s'élevait entre 75 000 € et 80 000€ TTC.

- Du fait de l'estimatif et suite à la parution de la loi ASAP permettant de passer un marché sans publicité, ni mise en concurrence jusqu'à 100 000€ HT, la Commune avait lancé une consultation.

Si la Commune ajoute les deux devis reçus, le coût des travaux HT s'élève à plus de 100 000€ HT, auxquels il convient de rajouter les travaux de reprise de gouttières. De ce fait, le plafond de 100 000€ HT de travaux est dépassé. Il n'est donc plus possible d'avoir recours à la loi ASAP.

En déduisant une moins-value en cas de récupération des matériaux de démolition dans le secteur, le montant total des travaux passe à 97 751,24 € HT, sans intégrer les travaux de reprise de gouttières et les éventuels imprévus.

De plus, les crédits budgétaires nécessaires passeraient de 129 000€ TTC à 131 341,12 € TTC, sans intégrer le coût des reprises de gouttières.

Monsieur le Maire explique au Conseil municipal que la Commune ne peut pas prendre de décisions à ce sujet ce soir car autrement, elle se mettrait dans l'illégalité. Monsieur le Maire propose donc de consulter plusieurs autres maçons pour voir si c'est l'estimatif qui a été sous-estimé ou si le maçon qui a répondu a gonflé ses prix. Si le

montant reste supérieur à 100 000€ HT, une nouvelle consultation formalisée devra être effectuée, ce qui retarderait les travaux de démolition.

Monsieur LAUNAY demande ce qui explique une telle différence entre l'estimatif et les offres.

Monsieur le Maire répond que du fait du peu de réponses, notamment pour le lot maçonnerie, plusieurs questions se posent : soit l'estimatif du coût des travaux a été sous-estimé, soit l'entreprise de maçonnerie a gonflé ses prix au vue de sa charge de travail, soit les prix des matières premières ont augmenté. Mais, avec une seule réponse, il est difficile de connaître la cause.

Monsieur POMMIER demande combien d'entreprises ont été consultées pour chaque lot. Entre 5 et 6, répond la secrétaire de Mairie. Certaines ont indiqué ne pas répondre car elles ne sont pas disponibles avant 2022. Monsieur POMMIER ne voit pas au vue des travaux ce qui peut justifier un tel écart entre l'estimatif et l'unique offre reçue pour ce lot (plus du double). Il est favorable à ce que de nouvelles entreprises soient consultées.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil municipal de consulter dès demain de nouveaux maçons notamment. En fonction des retours, le Conseil municipal pourra être amené à se réunir rapidement pour délibérer sur ce point unique de l'ordre du jour.

4) OBJET : CRISE SANITAIRE : POINT SUR LES REOUVERTURES PROGRESSIVES:

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que depuis le 19 mai 2021, la deuxième phase de reprise progressive des activités a débuté :

- Les commerces dits « non essentiels » ont pu ouvrir à nouveau.
- Les restaurateurs peuvent ouvrir à nouveau et servir uniquement en terrasse.
- Les cinémas peuvent fonctionner avec une jauge de spectateurs limitée.
- Le couvre-feu a été repoussé à 21H.
- Les rassemblements sur la voie publique sont limités à 10 personnes.
- Les activités sportives scolaires et périscolaires sont à nouveau autorisées pour les enfants en intérieur, avec contacts possibles.
- Les activités sportives adultes sont possibles uniquement en extérieur et sans contact.
- Les repas ne sont pas autorisés en intérieur (salle des Fêtes).
- Au niveau des bibliothèques, il est possible d'arrêter de mettre en quarantaine les livres.... Si les lieux le permettent et à condition de ne pas brasser les élèves des classes, il est possible pour les écoles d'aller à la bibliothèque.

A compter du 9 juin 2021, la troisième phase commencera :

- Le couvre-feu passera à 23H.
- Les activités sportives pourront reprendre en intérieur pour les adultes également, mais sans contact.
- Les salles des Fêtes pourront être ouvertes à nouveau avec une jauge fixée à 35 % d'accueil, en situation assise. Mais, sans piste de danse...

A compter du 30 juin 2021,
-Disparition du couvre-feu.
-Levée de la plupart des règles sanitaires.

Un mail a été adressé aux Présidents d'associations sportives lundi de la semaine dernière pour leur communiquer toutes les informations utiles à la préparation de leur éventuelle reprise d'ici la fin de l'année scolaire.

Les cours de musique vont reprendre. Les cours de danse enfants ont repris hier après-midi.

Les possibles modifications apportées au protocole sanitaire bibliothèque sont abordées.

5) OBJET : ACTIVITES PERISCOLAIRES (Cantine, accueil, bibliothèque), ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 :

1-Restitution travail commission fonctionnement cantine.

Monsieur le Maire demande à Monsieur TORTEVOIS, Conseiller délégué en charge du fonctionnement du restaurant scolaire, de présenter le travail effectué par sa commission.

Monsieur TORTEVOIS explique qu'un questionnaire comportant divers points (approvisionnement, confection repas, locaux, encadrement, tarifs...) a été adressé aux 13 Communes de la Communauté de Communes Maine Coeur de Sarthe, à la demande de Monsieur le Maire. Le but était de savoir comment le restaurant scolaire de SOULIGNE se situait.

11 Communes sur 13 ont répondu. Monsieur TORTEVOIS présente les résultats et les commente. Il ressort que :

-7 Communes font de la cuisine sur site. Un cuisinier pour environ 84 rationnaires en moyenne (90 à SOULIGNE).

-En moyenne, un encadrant est prévu pour 26 élèves. A SOULIGNE, c'est un pour 18 élèves en moyenne.

-6 Communes ont reçu des fleurs au titre de la charte qualité et proximité : 3 ont 2 fleurs (comme SOULIGNE) et 3 en possèdent 3.

-Les Communes utilisent en moyenne 17 % de produits bio dans la confection de leurs repas (8,53 % à SOULIGNE).

Etc...

Puis, Monsieur TORTEVOIS présente un diaporama récapitulant les divers producteurs locaux avec lesquels elle travaille et depuis combien de temps.

2-Bilans partiels.

a) Accueil périscolaire.

Monsieur le Maire présente le bilan de l'accueil périscolaire de septembre 2020 à janvier 2021. Le reste à charge pour la Commune est de 5 704,13 € (3 382,14 € an dernier). Ce reste à charge va encore augmenter d'ici la fin de l'année.

Il explique que le nombre de demies-heures facturées a diminué de 1 349 demies-heures par rapport à l'année dernière, sur la même période. Il projette au Conseil municipal les tableaux de répartition des enfants sur les différentes plages d'ouverture de l'accueil.

Pour rappel, le Conseil municipal avait décidé que le prix facturé aux familles pour ce service augmenterait de 2 centimes pour la rentrée scolaire 2020/2021 et passerait à 1,43 euros la demie-heure.

b) Restaurant scolaire.

Monsieur le Maire présente le bilan financier du service de restauration scolaire pour la période allant de septembre 2020 à janvier 2021. 62,54 % des dépenses alimentaires effectuées correspondent à des produits frais. Les produits bios représentent 9,75 % du montant des denrées alimentaires achetées.

Le reste à charge pour la Commune est de 20 010,24€ (il était de 24 633€ l'année dernière pour la même période). Ce reste à charge s'explique par la mise en place d'une prestation de fourniture et entretien du linge collectif, une augmentation des charges de personnel et le poste électricité essentiellement.

Le nombre de repas servis est en diminution par rapport à l'année dernière pour la même période (-447 repas).

Pour rappel, le Conseil municipal avait décidé de revaloriser le prix des repas pour l'année scolaire 2020/2021 du montant de l'inflation.

c) Bibliothèque.

Il n'a pas été possible cette année pour des questions sanitaires que les écoles aillent sur temps scolaire à la bibliothèque.

6) OBJET : OBJET : ACTIVITES PERISCOLAIRES (Cantine, accueil, bibliothèque), ANNEE SCOLAIRE 2021-2022 :

1-Organisation des services.

a) Accueil périscolaire.

Monsieur le Maire demande à son premier Adjoint d'expliquer l'organisation prévue pour la rentrée. Monsieur le premier Adjoint explique que ce service est ouvert les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 7H20 à 8H50 et de 16H30 à 18H30. Le matin, les parents déposent librement les enfants à l'accueil périscolaire. En revanche, le soir, la Commune a mis en place des tableaux de présence. Ils sont établis quotidiennement et transmis le midi aux enseignants de primaire et aux agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Afin toutefois de ne pas augmenter le reste à charge de la Commune lié à ce service et compte tenu du nombre d'enfants présents fréquentant l'accueil sur les différentes plages horaires, il est proposé de reconduire le fait qu'un seul agent encadre le service de 7H20 à 7H50 et de 18H à 18H30. Monsieur TORTEVOIS demande si des remarques ont été formulées à ce sujet. Monsieur le premier Adjoint répond négativement. Il précise que les éventuelles remarques portent sur la tarification qui est trouvée élevée par rapport à d'autres collectivités. Monsieur le Maire explique que l'accueil n'est pas déclaré CAF et d'autre part, des Communes facturent au forfait ou au quotient familial. Monsieur le premier Adjoint communique au Conseil municipal les tarifs pratiqués par plusieurs communes du territoire communautaire. Il en ressort que les tarifs pratiqués à SOULIGNE sont dans la tendance. Il demande s'il faut refaire une étude pour une facturation au quotient familial sachant que la dernière fois, seules 2 familles avaient répondu. Monsieur POMMIER répond que cela a déjà été fait et que beaucoup de temps a été passé sur ce sujet pour au final un écart de quelques centimes. Il fait d'ailleurs observer que si les élèves étaient gardés chez une assistante maternelle, le coût serait supérieur pour les familles.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil municipal de se prononcer sur l'organisation du service de l'accueil périscolaire pour la rentrée scolaire 2021/2022. Il propose que la Commune organise la rentrée scolaire de septembre 2021 en mode normal et s'adapte s'il y a lieu aux directives gouvernementales qui arriveraient durant l'été.

Considérant les bilans des temps de présence à l'accueil périscolaire sur ces trois dernières années scolaires,

Considérant que le reste à charge supporté par la Commune pour le service de l'accueil périscolaire est en augmentation, notamment en raison de la crise sanitaire actuelle,

Considérant que la Commune souhaite maintenir un accueil de qualité,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, d'appliquer les décisions suivantes, à compter du 2 septembre 2021 inclus, sous réserve des mesures gouvernementales relatives à la lutte contre la propagation de la covid 19 qui pourraient arriver durant l'année scolaire 2021/2022, à savoir :

- maintenir les horaires d'ouverture de l'accueil périscolaire les matins (lundi, mardi, jeudi et vendredi), comme en 2020/2021, à savoir de 7H20 à 8H50.
 - conserver les mêmes horaires d'ouverture de l'accueil périscolaire les soirs (lundi, mardi, jeudi et vendredi), comme en 2020/2021, à savoir de 16h30 à 18h30.
 - prévoir une seule personne adulte pour encadrer les enfants déposés à l'accueil périscolaire de 7H20 à 7H50 et de 18H à 18H30 et deux personnes adultes pour encadrer les enfants déposés à l'accueil périscolaire de 7H50 à 8H50 et de 16H30 à 18H.
 - maintenir l'accueil périscolaire au niveau de la salle de psychomotricité de la maternelle.
 - mandater Monsieur le Maire ou son Adjoint en charge des affaires scolaires à passer et signer tous les actes relatifs à ces décisions ou en découlant.
- Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

b) Restaurant scolaire.

Monsieur le premier Adjoint explique que les parents complètent une feuille trimestrielle pour indiquer les jours de présence de leurs enfants à la cantine. Ils peuvent y apporter des modifications (ajout ou suppression de dates) en prévenant la Mairie 72 heures ouvrées avant la modification souhaitée pour des questions organisationnelles.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que pour permettre un bon fonctionnement du service de restauration scolaire, la Commune a eu recours à plusieurs contrats de mise à disposition de salariés pour la période allant de septembre 2020 à mai 2021. Ces salariés ne sont pas rémunérés durant les vacances scolaires et en cas d'absence. Un des salariés mis à disposition met le couvert le midi à la cantine et aide à l'encadrement des primaires le midi.

Cinq agents surveillent au total les élèves mangeant à la cantine.

Celui-ci demande au Conseil municipal l'organisation souhaitée pour la rentrée de septembre 2021/2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-de continuer à recourir à de la mise à disposition de personnel par le biais d'organismes habilités pour assurer un bon fonctionnement du service de restauration scolaire dans le but notamment d'aider les Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM) à encadrer les enfants de maternelle le midi à la cantine, à compter du 2 septembre 2021, ainsi que pour encadrer les élèves de primaire.

-de mandater Monsieur le Maire à passer et signer tous les actes relatifs à cette décision ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

2-Détermination des tarifs de ces services.

Le déficit cumulé des services périscolaires pour la période allant de septembre 2020 à janvier 2021 s'élève à 19 154,24 €, en déduisant les investissements (18 015 euros l'année dernière). Ce déficit va continuer à augmenter. Le bilan définitif sera communiqué en septembre 2021.

a) Accueil périscolaire.

Monsieur le Maire rappelle les tarifs pratiqués durant l'année 2020/2021, à savoir 1,43 € la demie-heure. Il précise qu'une heure de garde chez une assistante maternelle est facturée 2,88 euros bruts depuis le 1^{er} janvier 2021.

Il demande au Conseil municipal ce qu'il souhaite concernant les tarifs de facturation de l'accueil périscolaire pour la rentrée scolaire 2021/2022, compte tenu du bilan financier présenté et des temps de présence des enfants notamment. Il rappelle que le reste à charge pour la Commune est en nette augmentation, notamment en raison de la crise sanitaire actuelle. Les charges restent constantes alors que les recettes sont moindres concernant ce service.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'augmenter légèrement le tarif de la demie-heure d'accueil périscolaire à la rentrée périscolaire 2022/2022 afin de ne pas concurrencer les assistantes maternelles qui gagnent 2,88 euros bruts de l'heure. Il propose que le tarif soit fixé à 1,45€ la demie-heure pour l'accueil périscolaire à la rentrée scolaire 2021/2022.

Considérant le reste à charge provisoire actuel du service d'accueil périscolaire, pour l'année scolaire 2020/2021, supporté par la Commune,

Considérant que la Commune souhaite maintenir un accueil de qualité,

Considérant le décret n°2017-509 du 7 avril 2017 relatif au relèvement à 15 euros du seuil de mise en recouvrement des créances non fiscales des Collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, d'appliquer les décisions suivantes, à compter du 2 septembre 2021 inclus, sous réserve des mesures gouvernementales qui pourraient être annoncées durant l'année scolaire 2021/2022 pour lutter contre la propagation de la covid 19, à savoir :

-augmenter le prix de la demi-heure de garde à l'accueil périscolaire à 1,45 euros. Ce tarif s'appliquera les jours d'ouverture de l'accueil les matins et soirs. Il en découle que toute demie heure commencée sera due.

-facturer une demie-heure de garde par enfant aux familles qui auraient inscrit leur(s) enfant(s) à l'accueil périscolaire le soir et qui n'auraient pas prévenu, avant 16H, la Mairie que finalement, leur(s) enfant(s) ne serai(en)t pas présent(s) à 16H30 à ce service.

-maintenir un tarif spécifique pour le personnel communal ayant un ou des enfant(s) scolarisé(s) à l'école de SOULIGNE-SOUS-BALLON qui fréquente l'accueil périscolaire, à savoir 50% du tarif normal, soit 0,725 euro la demie-heure.

-que certaines familles font le choix de ne pas inscrire leur(s) enfant(s) à l'accueil périscolaire le soir avant 16H et qu'elles ne sont pas présentes à la sortie de l'école, pour le(s) récupérer. Si l'enfant a plus de 6 ans et que les parents ont donné leur accord pour qu'il(s) rentre(nt) seul(s), les enseignants peuvent le(s) laisser rentrer tout seul(s). En revanche, en dessous de 6 ans, les enseignants devront au préalable contacter les numéros de téléphone mentionnés sur la fiche de renseignements de l'enfant et s'ils n'obtiennent aucune réponse aux différents numéros, ils pourront déposer le(s) enfant(s) à l'accueil périscolaire. Dans ce cas, un tarif de facturation spécifique « enfant oublié » sera facturé aux familles concernées pour l'accueil périscolaire.

-que le tarif « enfant oublié » de l'accueil périscolaire sera facturé le double du tarif devant être appliqué en situation normale, soit 2,90 euros la demie-heure.

-que le système d'inscription pour pouvoir aller à l'accueil le soir est maintenu.

-de ne facturer aux familles les heures d'accueil dues que dès que le seuil de mise en recouvrement de 15 euros sera atteint.

-de mandater Monsieur le Maire pour passer et signer tous les actes relatifs à ces décisions ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

b) Restaurant scolaire.

Monsieur le Maire communique au Conseil municipal les tarifs appliqués pour ce service en 2020/2021. Il rappelle que le mercredi midi, ce service n'est pas proposé aux familles et fait savoir au Conseil municipal que le taux d'inflation sur un an est de +1,2%.

Monsieur le Maire propose donc d'augmenter le prix des repas du taux de l'inflation pour la rentrée scolaire 2021/2022. Il annonce que le coût réel d'un repas cantine à SOULIGNE est de 6,71€ (denrées alimentaires, charges de personnel, d'électricité, d'eau...) dont 2,17 euros de denrées. Monsieur POMMIER fait remarquer que si le prix des repas augmente juste de l'inflation, le reste à charge va continuer à se creuser car les postes non alimentaires augmentent plus que l'inflation.

Considérant le reste à charge provisoire actuel du service de restauration scolaire pour la Commune,

Considérant que le reste à charge risque d'être encore important pour la collectivité cette année en raison de la crise sanitaire (charges constantes sur divers postes avec l'absence de recettes),

Considérant que la Commune travaille essentiellement en circuits courts pour la fourniture des denrées alimentaires du restaurant scolaire et que cela contribue à améliorer la qualité des repas,

Considérant le décret n°2017-509 du 7 avril 2017 relatif au relèvement à 15 euros du seuil de mise en recouvrement des créances non fiscales des Collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant que tous les élèves soulignéens doivent pouvoir accéder au service de restauration scolaire,

Considérant le principe d'égalité de traitement,

Considérant que pour des raisons médicales, certains enfants ne peuvent pas manger les menus préparés au restaurant scolaire mais sont contraints d'apporter leur propre repas,

Considérant néanmoins que ces enfants sont pris en charge par le personnel communal durant la pause méridienne,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-d'augmenter les tarifs de restauration scolaire pour l'année 2021-2022 et de les arrêter à :

. Un repas adulte : 5,65 €.

. Un repas enfant : 3,78 €.

. Un repas enfant à partir du 3ème enfant pour les familles ayant au-moins 3 enfants à manger simultanément à la cantine municipale : 3,21 €.

Ces trois tarifs seront applicables à compter du 2 septembre 2021 inclus.

-de fixer le tarif majoré pour les enfants « oubliés » à 5,65 euros à compter du 2 septembre 2021. Ce tarif sera appliqué quand des enfants non-inscrits à la Cantine par leurs parents un midi y mangeront du fait que ceux-ci auront omis de venir chercher leur(s) enfant(s) le midi à la sortie de l'école. Les enseignants devront, au préalable, avoir contacté les numéros de téléphone indiqués sur la fiche de renseignements des enfants concernés pour savoir pourquoi leurs parents ne sont pas présents à midi pour les récupérer.

-de maintenir le système de la fiche de présence trimestrielle à compléter par les familles pour indiquer les jours de présence de leur(s) enfant(s) au restaurant scolaire. Ce document a été élaboré dans un souci de meilleure organisation du service et pour éviter le gaspillage alimentaire. Les enfants qui ne seront pas inscrits à la Cantine pour un jour donné ne pourront plus accéder à la Cantine le jour dit.

-de maintenir un tarif supplémentaire spécifique concernant le service de restauration scolaire, pour l'année 2021/2022, pour les enfants présents le midi à la cantine mais qui pour des raisons médicales, corroborées par un Plan d'Accueil Individualisé, doivent apporter leur repas.

-de maintenir ce tarif spécifique, à compter du 2 septembre 2021, à 1,50€ par jour de présence à la cantine pour l'année scolaire 2021/2022.

-de ne facturer aux familles les repas dus que dès que le seuil de mise en recouvrement de 15 euros sera atteint.

-de mandater Monsieur le Maire à passer et à signer tous les actes relatifs à ces décisions ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

3-Modalités d'inscription à ces services : Dossier Unique d'Inscription (DUI).

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que depuis plusieurs années maintenant, un Dossier Unique d'Inscription (DUI) aux activités périscolaires et à la bibliothèque a été mis en place dans un souci de simplification pour les familles. Il permet également au préalable à la Commune de disposer de toutes les informations réglementaires et légales nécessaires à la participation des enfants aux activités périscolaires et à la bibliothèque. Ce dossier inclut tous les documents relatifs aux services périscolaires (règlements intérieurs, fiches d'inscription, contrat de bonne conduite, autorisations diverses, tableaux de présence et informations diverses...).

Il demande ensuite à son premier Adjoint de présenter au Conseil municipal le Dossier Unique d'Inscription (DUI) aux activités périscolaires et à la bibliothèque pour la rentrée scolaire 2021/2022.

Monsieur le premier Adjoint détaille les quelques modifications apportées au contenu du DUI de l'année 2021/2022, dossier qui est à compléter par famille. Il sera distribué courant juin 2021 aux élèves de l'école et devra être rapporté complété avant le 6 juillet 2021, accompagné des pièces justificatives stipulées à l'intérieur, pour les familles

ayant déjà au-moins un enfant scolarisé à l'école en 2020/2021 et avant le 13 août 2021 pour les autres familles.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal que le projet de Dossier Unique d'Inscription aux activités périscolaires pour l'année scolaire 2021/2022 soit approuvé tel quel après intégration des tarifs accueil et cantine qui viennent d'être décidés et enlèvement de la ligne relative au prix d'un repas adultes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

-d'approuver le Dossier Unique d'Inscription (DUI) à l'accueil périscolaire, au restaurant scolaire et à la bibliothèque municipale, pour la rentrée scolaire 2021/2022, qui vient de lui être soumis pour approbation et qui est annexé à la présente délibération, après avoir enlevé le prix des repas adultes vu que les dossiers concernent les enfants et après avoir modifié les tarifs relatifs à l'accueil périscolaire et à la restauration scolaire suite à la décision du Conseil municipal de les revaloriser à la rentrée scolaire 2021/2022.

-de mandater Monsieur le Maire ou son premier Adjoint à passer et signer tous les actes relatifs à cette décision ou en découlant.

Adopté à l'unanimité des votants.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

7) OBJET : POINT SUR L'ORGANISATION DES ELECTIONS DEPARTEMENTALES ET REGIONALES :

Monsieur le Maire rappelle que la date des élections départementales et régionales a finalement été décalée d'une semaine. Les élections auront lieu finalement les 20 et 27 juin 2021.

La commission communale en charge de la régularité de la liste électorale se réunit demain après-midi, vendredi 28 mai 2021 à 15H, comme l'impose la Loi.

Les nouveaux panneaux électoraux ont été installés aujourd'hui, à l'entrée de la salle des fêtes. La campagne électorale démarre lundi 31 mai 2021 à 00H.

Pour rappel, pour être membres du bureau, il convient de privilégier en priorité les personnes immunisées ou vaccinées. Les personnes non vaccinées sont invitées à se faire tester dans les 48H qui précèdent l'élection.

Un point « élections » sera effectué pour les élus disponibles le samedi 19 juin 2021 à 11H à la Salle des Fêtes. La Salle des Fêtes sera indisponible du vendredi 18 juin 2021 inclus au lundi 28 juin 2021 inclus pour des questions de protocole sanitaire et d'organisation.

Finalement, l'ensemble des plis sera à déposer à BONNETABLE suite à une nouvelle circulaire arrivée cette semaine. Un mail avait été adressé aux Communes du territoire communautaire pour leur proposer de déposer leurs plis à SOULIGNE avant

d'être acheminés sur les divers lieux de centralisation de résultats. La plupart ont répondu favorablement.

Les propositions de bureaux pour les 2 tours des élections sont présentées et ajustées en fonction des remarques, informations et suggestions fournies par les élus.

8) OBJET : AVANCEMENT DES TRAVAUX ET PROJETS :

a) Ecoles : Plusieurs absences d'enseignants non remplacés ont fait que des élèves de certaines classes n'ont pu être accueillis dans d'autres classes en raison du protocole sanitaire interdisant le brassage d'élèves de classes différentes. Des parents ont questionné la Commune afin de savoir si un service de garde ne pouvait pas être envisagé par la Commune. Monsieur le Maire a répondu négativement en précisant que la Commune n'est pas compétente pour accueillir les enfants sur temps scolaire, sauf en cas de grève comme le prévoit la Loi.

b) Voirie : L'agent des services techniques à temps non complet est en disponibilité suite à sa demande depuis la semaine dernière.

Une offre d'emploi a été déposée avant la mi-mai concernant le contrat à durée déterminée de 3 mois, renouvelable une fois, en raison de l'accroissement saisonnier d'activité du service technique. Les lettres de candidature et CV sont à déposer jusqu'au 31 mai 2021 à la Mairie.

Les plants pour le fleurissement d'été sont arrivés. Ils vont être plantés prochainement.

L'entreprise CONAN est passée 2 vendredis à SOULIGNE afin de vendre des plants de fleurs ou de légumes.

c) Budgets : La commission finances s'est réunie 2 soirs en mai afin d'établir le phasage des investissements à réaliser.

9) OBJET : COMPTES RENDUS DE REUNIONS :

a) Conseil communautaire du lundi 17 mai 2021 : Un point sera réalisé lors de la prochaine séance de Conseil municipal.

b) Distribution de bons cadeaux aux Seniors, vendredi 21 mai 2021 : Madame POIRIER Véronique, Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), et Monsieur LAURENT Patrice, membre du CCAS, ont procédé à la distribution des bons à utiliser auprès de divers commerçants ainsi que d'un géranium par personne auprès des Seniors qui étaient intéressés. Cette opération a donné satisfaction.

c) Réunion de la commission voirie, mardi 25 mai 2021 : Un compte rendu a été réalisé et adressé aux élus de la commission hier. Il a été question de signalisation verticale et horizontale et de réduction de la vitesse à 50 km/h au niveau du lieu-dit Les Arcis. Ce point sera à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal.

10) QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES :

a) Dates à retenir :

-Prochaine réunion de Conseil municipal : *Jeudi 1^{er} juillet 2021 à 19H.

*Une autre avec un point unique à l'ordre du jour sera probablement prévue prochainement.

-Elections départementales et régionales : dimanches 20 et 27 juin 2021.

Dates à retenir par les élus concernés :

*Réunion de la commission de contrôle de la régularité de la liste électorale : vendredi 28 mai 2021 à 15H.

*Réunions du Conseil municipal des enfants : samedi 29 mai 2021 à 10H.

*Conseil d'école : jeudi 17 juin 2021 à 17H.

*Groupe de travail menus cantine : Vendredi 2 juillet 2021 à 16H

*Commission fonctionnement du restaurant scolaire : Vendredi 2 juillet 2021 à 17H

Monsieur le Maire demande si une commission communication est prévue. Monsieur le premier Adjoint répond le mardi 1^{er} juin 2021 à 18H30.

b) Bulletin communautaire : La Communauté de Communes Maine Coeur de Sarthe vient d'informer qu'un bulletin communautaire doit être livré dans les Communes à partir de la dizaine de juin. Il sera donc à distribuer à partir de la mi-juin 2021.

c) Monsieur le Maire informe de l'incendie d'une voiture Rue du Coq Hardi. Une enquête est en cours afin de savoir s'il s'agit d'un incendie lié à un souci mécanique ou à une autre cause.

d) Monsieur le Maire annonce qu'il a reçu une journaliste du Maine Libre ce matin qui avait sollicité un rendez-vous en vue d'échanger sur le travail des haies réalisé par la Commune en vue d'un cahier spécial que prépare le Maine Libre.

e) Monsieur LAUNAY signale que des poteaux neufs téléphoniques ont été posés par Orange Route de SAVIGNE ce matin. Monsieur le Maire précise que la Commune n'en a pas été informée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22H40.